

ressources aux régions ont été apaisées, pour le moment, par les déclarations du gouvernement sur l'intérêt pour la nation de conserver ces entreprises intactes et sous le contrôle de l'administration centrale qui en a la propriété.

Au début de 1991, le ministre de l'Énergie et des Mines, Sanchez Albavera, a clairement annoncé que le gouvernement ne pouvait plus faire de nouveaux investissements importants et invité le secteur privé à mettre sur pied de nouvelles entreprises et à essayer d'attirer des capitaux étrangers.

Bien que le concept d'une participation à grande échelle de l'État dans la production industrielle semble devoir être abandonné, le gouvernement continuera d'avoir des intérêts importants dans l'exploitation minière.

L'accent a été mis davantage sur le rôle promotionnel de Minero Peru que sur son implication au niveau opérationnel, tandis que circulaient des rumeurs concernant des négociations en cours avec des entreprises privées en vue de la création de coentreprises. La société Boliden, de Suède, a eu des discussions avec le gouvernement du Pérou sur la possibilité d'acheter Centromin, selon une formule d'échange de créances contre des titres, domaine dans lequel le Pérou a peu d'expérience, voire aucune. Le chiffre de 630 millions de dollars US a été cité à plusieurs reprises par les médias, bien que Boliven ait souligné que ce n'est pas nécessairement leur proposition actuelle. Pour le moment, le gouvernement rejette l'offre de Boliden, bien qu'il semble que les discussions se poursuivent.

En ce qui a trait à la privatisation des mines de l'État, le gouvernement a donné des signes mitigés. Il a annoncé son intention de privatiser un éventail de petites entreprises nationalisées, sans toutefois donner de précisions sur les entreprises visées. On ne saurait actuellement affirmer qu'il y a